

CO-GESTION, AUTOGESTION ...

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, époque où les économies européennes étaient en ruines ou en cendres, les conceptions révolutionnaires relatives à la gestion ouvrière, ou à la participation ouvrière à la gestion, ressurgirent. Un grand nombre de propriétés industrielles étaient par ailleurs tombées en déshérence, n'appartenaient plus à personne, du point de vue légal. Dans bien des cas, il s'agissait de propriétaires «collaborateurs», en fuite ou frappés «d'incivisme».

En général, ces entreprises passèrent entre les mains de l'Etat, et ce fut le cas en France, notamment pour les imprimeries de presse. Le transfert de ces moyens de production aux personnels ne fut pas envisagée. Non pas que des revendications et des efforts ne tendirent pas à obtenir ce transfert et cette forme de gestion, mais parce qu'à l'époque les centrales syndicales, plus attentives au jeu des grandes puissances que soucieuses de rechercher les moyens d'une émancipation véritable, ne voulurent pas s'engager. Influencées par les partis faisant assaut de patriotisme verbal et de conformisme pratique, rien de sérieux ne fut tenté. A partir des décombres, les industries furent reconstruites, grâce à l'effort des travailleurs, grâce à un autofinancement rapide des entreprises, grâce aux dépenses publiques en faveur des grands travaux d'infrastructure - comme les barrages, les ports, les routes - et cela avec les encouragements et la participation des partis qui se réclamaient de la gauche. Le Parti Communiste s'en tenait aux consignes de l'Union Soviétique: affaiblir l'influence nord-américaine à n'importe quel prix, y compris celui de la renaissance d'une bourgeoisie française et d'un nationalisme vieux jeu. Le Parti Socialiste ne concevait le socialisme qu'à partir d'une économie florissante, laquelle serait obtenue à partir d'un Etat et d'un capitalisme ancien style.

Les «batailles pour la production» furent encouragées, imposées par des organisations qui se disaient porte-parole de la classe ouvrière. Ces batailles donnaient le pouvoir aux classes dirigeantes anciennes et nouvelles - celles de l'argent et celles de la technique gestionnaire et planificatrice - mais n'ouvraient aucune perspective de transformation sociale aux travailleurs. Côté allemand occidental, mines et sidérurgie furent placées sous la forme de la «Mitbestimmung», c'est-à-dire de la co-gestion. Les personnels pouvaient élire des représentants dans les conseils d'administration et désigner un directeur du travail. En France, les initiatives vinrent du côté patronal, favorisant la participation ouvrière... à la productivité, ou l'actionnariat ouvrier.

Il en résulta essentiellement la formation d'une nouvelle catégorie de représentants ouvriers, de délégués plus ou moins fonctionnarisés, de spécialistes syndicaux, catégorie qui s'intégra sans difficulté dans les cadres moyens dirigeants, servant de tampon lors des heurts sociaux. Ce qui était logique, car le retour à la machine d'exploitation et de briser les fusils qui la protègent. En Algérie, c'est la faiblesse de l'Etat naissant qui permet l'initiative de «ceux d'en bas».

Assez différente est l'origine de l'autogestion yougoslave, où c'est l'incapacité de la bureaucratie de parti à faire correctement tourner les entreprises qui semble conduire le pouvoir politique à chercher des formules, à risquer une expérience limitée. Une certaine décentralisation contrôlée, un certain fédéralisme, une plus grande responsabilité accordée aux membres du personnel sont essayés. Evidemment dans le cadre d'une économie planifiée par en haut, dans les limites financières dictées par les organismes d'Etat et les contrôles de crédits. A cheval en quelque sorte entre l'autogestion ouvrière qui, se propageant à tous les niveaux et gagnant l'ensemble de l'économie, mettrait en cause - et en péril - l'appareil de Parti Unique, et l'application «libre», par les travailleurs de chaque entreprise, des programmes de production définis par les services d'Etat.

Il ne s'agit donc pas, quand il est question de donner un sens concret au mot «autogestion», de mettre

en discussion le principe de la capacité du travailleur à organiser son travail, ni d'attendre qu'une crise apocalyptique vienne frapper la société capitaliste, post-industrielle ou techno-bureaucratique, pour accorder à ce mot une valeur de circonstance.

Ce qui est important, ce sont les possibilités, les limites et les dangers de la volonté d'autogestion cherchant à se manifester dans les situations actuelles et immédiates. La mode actuelle ne signifie pas nécessairement qu'elle nait d'un espoir ou d'un désir ouvrier. Bien plus nombreux sont aujourd'hui ses propagandistes intellectuels. Ce qui nous oblige à y regarder plutôt deux fois qu'une. Et à éviter de confondre le sens que donnent les ouvriers à cette notion avec celui que sont tentés de lui accorder les manipulateurs politiques.

Les grands soulèvements de Hongrie, en 1956, au cours desquels, de façon spontanée et pour répondre à des problèmes de vie quotidienne, les travailleurs reprirent en main l'organisation des centres de production, se firent, ne l'oublions pas, contre la nouvelle classe privilégiée, camouflée en Parti communiste dirigeant et en bureaucratie de fonction. Les comités et les sections syndicales du Grand Budapest qui assuraient la production le faisaient en dehors, malgré et contre le pouvoir des «révolutionnaires qualifiés et patentés» du régime.

Pour bien des partisans tardifs de l'autogestion, il ne s'agit souvent que de se trouver une caution ouvrière pour leur conquête et leur dessein de refonte du pouvoir d'Etat, de trouver une formule imprécise qui favoriserait l'intérêt ouvrier en faveur d'une nouvelle forme de propriété - d'Etat - dont les travailleurs n'auraient en fin de compte pas le contrôle. C'est pourquoi il est important, sans pour autant provoquer aucune illusion quant à la facilité ou à la simplicité des essais, de tenter ici et maintenant des expériences. Utiles au moins dans le sens qu'elles permettent de connaître les limites, les possibilités, les dangers, les obstacles, jusqu'à trouver une pratique efficace, ou du moins une meilleure connaissance du problème.

Par rapport aux phénomènes de changement dans la société moderne, et dans la mesure où tout changement ne conduit pas nécessairement au remplacement du patron ancienne manière par un collectif fraternel et solidaire, mais ouvre une série de possibilités pour des formes d'exploitation nouvelle, il est prudent de ne pas se laisser griser par une conception excellente en soi dont on vérifierait pas le contenu réel, à chaque démarche, à chaque pas.

Signalons par exemple qu'en Argentine, où l'expression «autogestion» a pris une actualité inattendue, dans l'ambiance du néo-péronisme (alors que l'ancien mouvement ouvrier argentin fondait son existence et ses espérances sur l'appropriation de toutes les sources et moyens de production par des associations de travailleurs), la qualité des propagandistes - dirigeants syndicaux formés par le péronisme, techniciens des grandes entreprises d'Etat - laisse entendre que le but poursuivi, ou la signification nouvelle qui lui est accordée, correspond à une politique de conquête de la part des cadres, ceux de la production comme ceux des administrations syndicales ou des bureaucraties d'Etat. Autogestion des entreprises équivaut pour ces cadres à la main-mise sur l'entreprise, ou du moins au partage du pouvoir avec les propriétaires légaux. Dans toute l'argumentation avancée, sous couvert d'autogestion, fort peu de place pour les travailleurs manuels ou les employés de base, ceux-ci étant «naturellement» représentés par les fonctionnaires des syndicats officiels.

Alors que la plupart des propagandes se réclamant du socialisme offrent des programmes dont la réalisation dépend d'un changement d'équipe à la tête de l'Etat, de transfert des secteurs industriels privés à la propriété nationale, de remplacement des anciennes hiérarchies soumises au patronat par de nouvelles hiérarchies qui seront «au service du peuple», toutes «révolutions» qui demandent l'acquiescement des travailleurs mais non leur participation responsable et qui signifient en fait la mise en place d'une nouvelle classe dirigeante, le syndicaliste révolutionnaire s'intéresse davantage, comme point de départ à toute reconstruction sociale, au lieu de travail.

C'est là où l'ouvrier produit, ou participe à l'une ou l'autre opération qui contribue à la production, que se trouve en effet l'école du socialisme. Le meilleur des projets qui ne modifierait pas la condition ouvrière sur le lieu même où elle s'exerce, est à écarter. Si le travailleur quelle que soit sa tâche, sa place dans l'atelier, son degré de capacité professionnelle, ne se sent pas à la fois libre et responsable, libre parce que responsable, là où il oeuvre pour lui-même et pour la collectivité, alors toutes les formules qui ne concourent pas ou n'aboutissent à cette libération ne sont que trompe-l'œil.

Ce n'est pas une fois tous les quatre ans, quand il va voter, ou dans les concentrations où il va manifester, ou dans les meetings où il va applaudir, ou par la lecture de publications révolutionnaires que le travailleur se libère. Ce sont là, bons ou mauvais, des moyens, efficaces ou inutiles, pour atteindre un but, et non pas pour lui faire oublier sa condition, sa dépendance, ses frustrations. En ce sens, Simone Weil avait raison de dire que la Révolution est l'opium du prolétariat. Mais le syndicaliste révolutionnaire ne se contente pas de cette évasion. Il veut, il cherche sa libération là où elle est essentielle, celle qui conditionne la plupart des autres, là où le travailleur comprend qu'il pourrait, par son travail, être un homme à part entière.

C'est à partir de son lieu de travail qu'il peut comprendre les mécanismes de son exploitation, le jeu des hiérarchies, le poids des autorités, la puissance de l'argent, l'immense gaspillage des sociétés bourgeoises ou, sous une autre forme, des économies planifiées. Et aussi, les reflets, les influences de ces forces et de ces mécanismes sur la classe ouvrière elle-même, cela non seulement dans ses activités productrices, mais pour tous les aspects de son existence.

Connaître le fonctionnement de l'entreprise, ses ressorts intérieurs, les forces auxquelles elle est soumise, ses liaisons avec les secteurs industriels voisins, c'est déjà un pas vers la prise de conscience. S'ingénier à trouver des formes d'organisation du travail qui permettent d'échapper à la monotonie, de sortir de l'anonymat, de s'extraire du climat de caserne, de rendre inutiles petits et grands/chefs, c'est l'apprentissage de la gestion, et cela à partir du niveau le plus simple.

Cette connaissance, cette volonté de participation - mais non dans le sens que lui donnent tant de «trucs» patronaux concernant l'actionnariat ou les primes à la productivité - élimine le sentiment, chez le travailleur, d'être objet interchangeable. Il devient combattant qui organise son terrain. Il est militant qui contribue à transformer l'esprit de son milieu et aide ses compagnons à retrouver une dignité, non pas en dehors du travail mais là où il s'accomplit. Ce qui donne un sens profond à chaque revendication, ce qui apporte une signification à toute opportunité saisie pour expérimenter ou prévoir des formes de cogestion.

Voilà un effort bien limité pour un problème de vastes dimensions, dira-t-on! Qu'on ne s'y trompe pas. Ce maigre effort demande au militant d'être sur le qui-vive, en permanence et de ne pas se comporter en fonction d'une gestion totale, espérée, possible, provoquée. Il débouche sur la formation indispensable de noyaux de travailleurs conscients qui ne seront pas facilement manipulables par les dirigeants bureaucratisés, anciens, présents ou futurs. Des équipes qui seront, quelles que soient les formes de nouvelle propriété, de précieux contrepoids aux autorités contraignantes. Ils seront la réalité de la volonté ouvrière, là où se joue, quotidiennement l'exploitation de l'homme par l'homme.

Aucune illusion cependant, quant à la possibilité de voir cet effort de connaissance et d'intervention modifier par miracle les systèmes d'exploitation et les hiérarchies. Il s'agit moins d'une méthode permettant de modifier ou de précipiter de façon bénéfique les événements, que de former et d'entraîner des travailleurs conscients et volontaires, de maintenir présente l'idée de la relève ouvrière.

Car outre que les sociétés en compétition, qu'elles soient néo-capitalistes ou socialistes d'Etat, n'ont qu'une seule perspective, celle de produire toujours plus, pour dépasser, battre et éliminer l'adversaire, sans se soucier des besoins de leur main-d'œuvre, sinon pour leur assurer les conditions de son maintien et de son renouvellement, il faut prendre conscience que les modèles que poursuivent le plus grand nombre d'écoles socialistes sont, toute littérature mise à part, ceux de ces mêmes sociétés concurrentielles, armées pour la guerre permanente.

Il serait absurde de croire que le degré de technicité atteinte par ces sociétés sera nécessairement un élément favorable à l'avènement d'une société authentiquement socialiste, c'est-à-dire sous le contrôle des hommes qui la forment. Il est plus logique de croire que le socialisme, tel que le conçoivent les syndicalistes libertaires, et qui est celui pour lequel tant de générations de militants ont combattu, ne sortira pas comme le produit naturel et ultime d'une société fonçant aveuglément vers un avenir conditionné par la lutte pour l'hégémonie mondiale. Il n'est pas inscrit, comme étape finale d'une marche triomphale de l'Histoire.. Il ne peut résulter que du difficile, du douloureux effort des hommes qui veulent faire de leur travail non un châtiment mais une joie.

Louis MERCIER-VEGA